

Retraite : les prévisions du Conseil d'orientation ne font pas consensus

[Les Echos](#), 18 février 2010

Le Medef juge que les scénarios préparés par Bercy tablent sur une évolution trop optimiste du chômage à long terme.

Les besoins de financement varieront fortement en fonction des hypothèses retenues.

Les prévisions du Conseil d'orientation des retraites		
Scénarios	Taux de chômage 2021-50	Croissance de la productivité 2021-50
Optimiste	4,5 %	+ 1,8 %
Médian	4,5 %	+ 1,6 %
Pessimiste	7 %	+ 1,5 %

« Les Echos » / Source : COR

La concertation sur la réforme des retraites commence mal. Avant même tout débat sur les mesures à prendre, les partenaires sociaux s'opposent déjà sur les scénarios macroéconomiques à partir desquels les nouvelles prévisions de déficit seront calculées d'ici à avril. Le Conseil d'orientation des retraites a examiné hier les trois scénarios plus ou moins optimistes préparés par Bercy. Ils tablent sur des taux de chômage au-delà de 2020 variant de 4,5 % pour les plus optimistes à 7 % pour le plus pessimiste, ainsi que sur diverses hypothèses de croissance de la productivité du travail. Des chiffres très sensibles, puisque les besoins de financement qui en découleront varieront fortement en fonction des hypothèses retenues.

A la limite du réalisme

Pour le Medef, même le scénario le plus pessimiste est à la limite du réalisme. L'organisation patronale a donc avancé hier un 4^e scénario, avec un taux de chômage de 7 % et une évolution de la productivité limitée à 1,2 % par an (contre 1,5 % à 1,8 % pour les autres scénarios). Cette proposition n'a pas été retenue. Sans partager la position du Medef, Bernard Devy (FO) est prudent : *" On s'est toujours trompés quand on s'est basés sur des hypothèses trop optimistes, dit-il. Tabler sur un taux de chômage de 7 % nous paraît le plus raisonnable. "*

Jean-Christophe Le Duigou (CGT) est moins critique : *" Ce ne sont pas des pronostics, mais les bases d'un raisonnement "*, argumente-t-il. *" Les scénarios retenus sont raisonnables, juge aussi Jean-Louis Malys (CFDT). Certes, le taux de chômage actuel, de 9,5 %, est nettement plus élevé, mais nous traversons la pire crise depuis 1929. Travailler sur des hypothèses trop pessimistes serait nous sanctionner nous-mêmes. "*

Les 39 membres du COR ont finalement entériné les trois scénarios et demandé à l'unanimité qu'aucun ne soit mis plus en avant qu'un autre. Entre un scénario " rose " et un scénario " noir ", le risque est cependant que l'on retienne surtout l'hypothèse médiane (chômage à 6,7 % en 2014, et à 4,5 % à partir de 2021). Le mois dernier, François Fillon a annoncé un déficit de l'ordre de 100 milliards d'euros à horizon 2050, sans préciser sur quelles hypothèses il se fondait.

VINCENT COLLEN, *Les Echos*

Les perspectives économiques plus sombres que jamais

[Le Figaro](#), 12 février 2010

Selon le Conseil d'orientation des retraites, le retour au plein emploi serait repoussé de 9 ans. L'impact de la crise sur l'économie pourrait être plus violent que prévu. Seule certitude : la facture devrait avoisiner les 100 milliards d'euros en 2050.

Le [Conseil d'orientation des retraites](#) (COR) vient d'envoyer, à chacun de ses membres en vue de la réunion plénière qui doit se tenir mercredi, une révision de ses prévisions macroéconomiques afin de pouvoir réajuster fin avril ses projections financières des différents régimes de retraite à terme. «Les dernières projections du COR ont été réalisées en 2007, indique le conseil en introduction. Elles sont donc antérieures à la crise économique et financière qui a débuté en 2008 et a contribué à une dégradation plus rapide que prévu des comptes des régimes».

Selon lui, l'impact de la crise sera important mais reste difficile à chiffrer. «Les conséquences à plus long terme de la crise sur les perspectives financières des régimes de retraite dépendent de fait des effets de la crise sur la croissance et le chômage à moyen et long terme, qui sont incertains», confirme le COR qui fait donc trois scénarios d'évolution, entre autres, de ces deux paramètres fondamentaux. Alors qu'il anticipait dans son scénario de base en 2007 un retour au plein emploi huit ans plus tard - c'est-à-dire un taux de chômage de 4,5 % -, il le repousse désormais de neuf ans, en 2024. Dans le meilleur des cas. Pis, il indique dans son scénario C, le plus noir, que le taux de chômage pourrait plafonner à 7 % à partir de 2022 et donc ne jamais atteindre le plein-emploi.

Une révision douloureuse

La croissance potentielle ? Elle pourrait être, selon les nouvelles projections du COR, de 1,7 % entre 2009 et 2013, de 2,1 % entre 2014 et 2020 puis de 1,9 % jusqu'en 2050. Dans cette hypothèse, «la crise n'aurait aucun effet en niveau sur le PIB à long terme» et impacterait la croissance potentielle jusqu'en 2013 en la réduisant de 0,4 point par rapport à celle observée entre 1999 et 2008. Enfin, là encore, dans le meilleur des cas car les deux autres scénarios évoqués sont bien moins optimistes. Le B anticipe une croissance de 1,9 % entre 2014 et 2020 puis de 1,6 jusqu'en 2050, auquel cas «la perte de richesse liée à la crise est de 3,2 % du PIB en 2020 (soit environ 1,6 année de croissance perdue à cause de la crise)». Quant au scénario C, encore plus noir, la croissance stagne à 1,6 % à partir de 2014. La perte de richesse serait alors «de 4,8 % du PIB en 2020, soit environ 2,8 années de croissance perdues à cause de la crise».

Seule certitude : ces nouvelles prévisions macroéconomiques auront un impact important sur les besoins annuels de financement des régimes qui devraient dépasser les 68,8 milliards d'euros anticipés (ou 1,7 point de PIB) pour 2050 il y a trois ans. Le gouvernement en tout cas, par la voix même de [François Fillon dans une interview au Figaro fin janvier](#), table déjà sur une facture d'au moins «100 milliards» à terme. Conclusion ? Il n'y a pas que la révision des perspectives financières qui va être douloureuse. La réforme et la note à payer par les Français aussi.